

**LANCEMENT DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE
DIMANCHE 9 MAI 2021 — STRASBOURG (HOTEL DE VILLE)**

**DISCOURS DE CHRISTOPHE ROUILLON,
PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS
MAIRE DE COULAINES (SARTHE, FRANCE)**

12:00 - 12:50 Panel 2 : « Renforcer la légitimité démocratique: une Conférence pour et avec les citoyens - la contribution du Comité européen des régions »

Mesdames, messieurs,
Chers amis,

Pour au moins deux raisons, c'est un grand plaisir d'être aujourd'hui, sous un soleil radieux et prometteur, présent à Strasbourg.

La première est de fêter l'Europe à laquelle je suis, comme vous, profondément et affectivement attaché.

La seconde est de participer à un événement que nous percevons comme historique, à savoir le lancement de la Conférence sur le futur de l'Europe.

Si vous me le permettez, je ferai une remarque préliminaire.

Après avoir perdu un an sur des querelles de procédures et des chikayas de personnes, il ne faudrait pas que l'année, qui reste a priori avant la conclusion de la Conférence, soit gâchée par des interdits de pensée, par des tabous comme celui de s'interdire de penser à des réformes pour l'après mai 2022.

Certes, la **Conférence sur l'Avenir n'aboutira probablement pas à un "Grand Soir" européen généralisé** mais il faut la considérer et la saisir comme une **"grande chance" pour libérer la parole et les idées.**

Si nous ne voulons pas que cette Conférence vire à la farce et que la montagne accouche finalement d'une souris, il faut saisir cette chance de réfléchir à la **méthode** de conception des politiques de l'Union européenne et à leur **contenu.**

En ma qualité de président du groupe socialiste au Comité européen des Régions, je souhaite porter les 5 revendications suivantes :

1 - que les **débats** de la Conférence soient effectivement **décentralisés** et prennent **appui sur les travailleurs de première ligne de la démocratie européenne**, à savoir le million d'élus locaux et régionaux agissant au nom de leurs citoyens dans près de 90 000 collectivités régionales ou communales.

2 - que la conférence soit un processus qui atteigne une audience au-delà des cercles qui participent habituellement aux débats sur l'Union européenne, de manière à ce que la Conférence associe non seulement les spécialistes, les habitués stakeholders, les amoureux de l'Europe mais également les incertains, ceux qui doutent, dans un débat représentatif de la diversité sociale et territoriale de nos populations.

Il faut admettre que, si la conférence peut gagner la confiance du grand public, elle peut également la perdre dans le cas où la promesse de résultats et de prise en compte de la diversité des opinions exprimées ne serait pas tenue.

3 - que la conférence propose d'**augmenter la dose de démocratie participative** dans l'intégration européenne sur le modèle de ce qui se fait déjà dans de nombreuses régions à travers l'Europe, notamment en Belgique : il faudrait, à notre sens, prévoir la **mise en place des dialogues européens permanents avec les citoyens** pour la participation et l'adhésion de tous au projet européen.

4 - les dialogues avec les citoyens ne doivent pas être un exercice de communication à sens unique. Ils doivent alimenter le processus d'élaboration des politiques au niveau de l'UE. **Nous ne pouvons pas avoir samedi un sommet de Porto sur l'Europe sociale et s'interdire le dimanche de réfléchir à des réformes en matière de justice sociale de l'Union européenne**, à la mise en place d'une vraie répartition des richesses, à une taxation des géant du numérique, à un programme contre la pauvreté des enfants, à un agenda en matière de logement social et de sans-abrisme ou à un Semestre européen – qui est la revue périodique des plans de relance des États - qui soit plus démocratique, plus social et non une habile et fourbe façon de restaurer l'austérité.

5 – il faut, enfin, préparer une suite pour la période de l'après mai 2022. **La conférence doit ouvrir la voie à des réformes durables de l'Union européenne, au-delà de la durée même de la conférence. Il faut présenter des perspectives en temps utile pour que les citoyens européens puissent en être pleinement informés avant les prochaines élections du Parlement européen en 2024 et que les partis politiques européens puissent faire figurer une position claire les concernant dans leurs programmes électoraux. Il faut, dès aujourd'hui, préparer la bataille pour que les élections européennes de 2024 permettent de donner un boost de légitimité démocratique à l'intégration européenne.**

Vive la Conférence sur le futur de l'Europe, vive Strasbourg, vive l'Union Européenne pour toujours !

Merci de votre attention.